

Le **14** novembre

avec l'ensemble des salariés européens



disons
Non aux politiques d'austérité
Oui à l'Europe sociale

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA s'inscrivent, avec l'ensemble du syndicalisme européen, dans la journée d'action et de solidarité de la Confédération Européenne des Syndicats le 14 novembre 2012 pour l'emploi et la solidarité en Europe.

Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession.

Ces mesures, loin de rétablir la confiance, ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices.

En s'amplifiant, la crise économique et sociale accroît fortement les inégalités entre les travailleurs européens et remet en cause les droits de tous.

L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social. La journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes. Cela implique :

■ une véritable coordination des politiques économiques et des mesures de solidarité

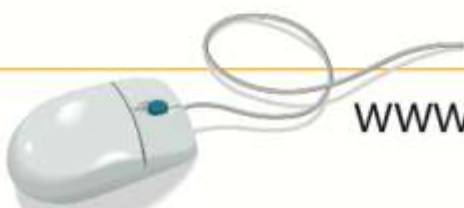
concrètes avec les pays les plus en difficulté en intégrant systématiquement la dimension sociale aux décisions européennes ;

■ la négociation d'un « Contrat social » revendiqué par la CES au niveau européen, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les États, en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays ;

■ des mesures de relance au plan européen afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi.

L'adoption par les parlementaires français du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) enferme notre pays dans cette logique de récession.

Chaque jour, le patronat annonce de nouvelles fermetures d'entreprises, le nombre de chô-



meurs a dépassé la barre des 3 millions. Pour sortir de ce cercle vicieux, **la CGT a, dès 2011, élaboré 10 propositions :**

- 1 Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux
- 2 Contrôler les aides publiques aux entreprises
- 3 Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- 4 Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- 5 Stopper les suppressions d'emplois
- 6 Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- 7 Réformer la fiscalité en profondeur
- 8 Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits
- 9 Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- 10 Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique.

Ce n'est pas le travail qui coûte cher, mais la rémunération du capital !

Les services publics et les agents ne sont pas un coût, mais un investissement !

Malgré l'ouverture d'un chantier de dialogue social, le gouvernement Ayrault semble ne pas vouloir revenir sur le blocage du point d'indice des fonctionnaires ni sur la réduction des dépenses publiques.

Alors, il est temps de faire entendre nos revendications :

- Augmentation du point d'indice
- Abrogation du jour de carence
- Titularisation des précaires
- Développement de l'emploi public
- Abrogation de la loi, dans son état, de réforme des collectivités territoriales.

**En un mot
La RGPP
on n'en veut pas chez nous !**

Déjà, le 9 octobre dernier, à l'appel de la Fédération européenne de l'industrie, plus de 90 000 salariés français se sont mobilisés avec la CGT.

**Pour +
d'infos :**

www.spterritoriaux.cgt.fr
(cliquez dans le bandeau)

Alors le **14** novembre prochain, amplifions ce mouvement ; c'est possible grâce l'unité syndicale qui est en train de se construire en France comme en Europe !

Un préavis de grève est déposé afin de permettre à chaque salarié de se joindre aux actions mises en place dans chaque région, département ou collectivité.

RASSEMBLEMENT

Le 14 nov. A 17h

Place J. Jaurès à St Gaudens